

**Arrêté n° 1237/2022/DREAL/UD88 du 6 DEC. 2022**  
**mettant en demeure la société TOILTECH implantée 56 route des Poulières à La Chapelle  
devant Bruyères (88600) de régulariser ses activités**

La Préfète des Vosges,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1 et L. 512-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1692/95 du 1<sup>er</sup> septembre 1995 autorisant la société YERAMEX (depuis devenue TOILTECH) à exploiter une usine d'enduction ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 novembre 2022 mettant en évidence que la société TOILTECH sus-mentionnée exploite une installation classée pour la protection de l'environnement sans respecter certaines des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 16 novembre 2022 ;
- Considérant que la société TOILTECH dispose, pour assurer son activité, d'un bâtiment dont les caractéristiques à titre d'entrepôt le font relever de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 1510) sous le régime de l'enregistrement ;
- Considérant que pour l'entreposage sous le régime de l'enregistrement est régi par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
- Considérant que la société TOILTECH n'en respecte pas les dispositions suivantes :
- annexe II, point 1.4 (état des matières stockées) : non mise à disposition des services d'incendie et de secours des caractéristiques détaillées des matières dangereuses stockées (à l'appui du plan existant)
  - annexe II, point 1.4 (état des matières stockées) : non tenue à jour hebdomadaire d'un état quantitatif des matières stockées ;
  - annexe II, point 1.6.1 (eaux, plan des réseaux) : inexistence des plans des réseaux d'eau et des réseaux d'égouts ;
  - annexe II, point 8 (matières dangereuses et chimiquement incompatibles) : les stockages de matières dangereuses ne sont pas faits dans des cellules particulières ;
- Considérant que la société ne respecte pas les dispositions de l'article suivant de l'arrêté préfectoral n° 1692/95 :
- article 8 (dispositions préventions aux déversements) : inexistence de dispositifs d'obturation avant les exutoires vers le Neuné ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'aucune observation n'a été formulée par l'exploitant à l'égard du projet d'arrêté de mise en demeure dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** – La société TOILTECH est mise en demeure :

- avant la fin du premier trimestre de l'année 2023, et en appui des documents déjà existants, de préciser dans la boîte pompier, les caractéristiques principales des matières dangereuses et/ou combustibles susceptibles d'être présentes dans l'établissement. La forme et le contenu du document à inclure dans la boîte pompier seront élaborés en partenariat avec les services d'incendie et de secours ;
- avant la fin du premier trimestre de l'année 2023, d'établir un état quantitatif des matières stockées avec mise à jour hebdomadaire, celui-ci sera tenu à disposition des services d'incendie et de secours dans une forme convenue avec ces services ;
- avant la fin du premier trimestre de l'année 2023, d'établir un plan des réseaux et des égouts de l'établissement ;
- avant la fin du mois d'août de l'année 2023, de mettre en place des dispositifs assurant l'obturation des réseaux internes de collectes des eaux ;
- dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, de stocker les matières dangereuses dans des cellules particulières présentant des aménagements spécifiques aux fins de prévention et de protection aux risques.

**Article 2** – Dans l'attente de la mise en place des dispositions d'obturation définitifs des réseaux, à compter de la notification du présent arrêté, la société TOILTECH est tenue, à titre de mesure transitoire d'urgence du cinquième alinéa de l'article premier ci-dessus, de prévoir des dispositifs amovibles d'obturation des avaloirs ou toute autre disposition équivalente pour éviter de polluer le milieu naturel.

**Article 3** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut faire application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TOILTECH, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de La-Chapelle-devant-Bruyères et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le 6 DEC. 2022

La Préfète,

Par déléguation, le Sous-Préfet,  
Secrétaire Général  
David PERCHET

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.